

## La force de l'insoumission

### De la révolte de la rue à la révolution des esprits

Les événements vécus depuis le 17 décembre 2010 constituent une véritable « onde de choc » pour l'ensemble des Tunisiens. Il s'en dégage un sentiment de fierté, une dignité retrouvée, d'avoir combattu et écarté Ben Ali seuls, sans leader, sans parti et sans soutiens étrangers. S'en trouve renforcée l'image d'une Tunisie avant-gardiste dans le monde arabe, et qui, après avoir aboli la polygamie, érigé le code du statut personnel, revendiqué sa liberté d'expression et d'auto-détermination. Ce mouvement valorise les jeunes (« on n'est pas des voyous mais on veut défendre nos valeurs »). Il illustre la mobilisation de toutes les catégories sociales autour de la lutte contre les milices tant dans les quartiers populaires que dans les quartiers chics. Se profile un autre visage du civisme et de la solidarité (« la solidarité nous appartient ») que celui des slogans abstraits de l'État

L'homme de la rue tout comme l'intellectuel, en appellent à une séparation stricte entre l'État et tout parti. Il en ressort une confrontation des « jusqu'au boutistes » refusant la présence d'anciens du RCD au gouvernement, et des « on y va quand même ». Les forums de discussion se sont



installés sur les chaînes de la radio et télévision nationale, invitant des acteurs et observateurs de la société civile, intellectuels, artistes, universitaires et chercheurs, hommes et femmes, de toutes tendances et sensibilités politiques. Des journalistes se questionnent sur leur mission, leur implication dans le mouvement social. Des métiers redéfinissent les contours de leur corporation (avocats, architectes, cinéastes, professions de santé...). Dans les entreprises publiques, des groupes de personnels demandent le départ de leur directeur général et souhaitent renouveler les lignes hiérarchiques.

Il s'agit là d'un mouvement multi-dimensionnel, impulsé par la jeunesse mais auquel participent toutes générations, catégories socioprofessionnelles, et classes sociales. Il faut insister sur la dimension sociale de ce mouvement qui a pris la forme d'une révolte des populations : contre la vie chère, contre le chômage des jeunes et des diplômés, contre les détournements économiques et la corruption financière,

contre la censure de la liberté d'expression et l'autoritarisme politique.

Face au foisonnement de l'expression, plusieurs réclament une pédagogie de la démocratie, un apprentissage de la liberté naissante, estimant « qu'il faut du temps pour un peuple non habitué à la démocratie », et que la « révolution des cerveaux » implique « d'enlever l'autocensure de nos têtes ».

### La mobilisation numérique

Dans un contexte de censure de la presse, de mainmise de l'État sur les médias (radio, télévision), d'interdiction de sites internet, et dans l'un des pays les plus connectés d'Afrique, le mouvement tunisien s'est inscrit au cœur de la révolution numérique.

Depuis la rue et avec l'aide des vidéos amateurs (fournies par les téléphones portables) et des ordinateurs, les messages numériques et les blogs ont encore les sites Twitter ou Face book ont relayé les appels à manifester. Ils ont fourni des messages de cyber-dissidence ou de blocage de sites gouvernementaux, puis des commentaires en direct des émeutes. Le 12 janvier, le monde entier a eu connaissance en temps réel de la photo du décès par balle d'un enseignant franco-tunisien à Douz. Les acteurs de ce mouvement ne sont plus seulement dans la rue. Ce sont souvent des jeunes qui l'ont impulsé et qui, depuis leur ordinateur, en parlent le langage (le slogan des manifestants, « Game over »).

Internet s'est imposé comme un nouveau support d'information, de communication et de « résistance » au service d'une « cause ». Ce processus connecte les acteurs politiques de tous bords à la pression de la rue et des médias numériques. On doit y voir une profonde mutation où l'information passe directement de la parole de l'acteur à l'appréciation du spectateur. La communication sur le net a ainsi contourné et démenti les (non) informations de la radio et télévision nationale. Avec l'écueil toutefois d'une information issue de la rumeur et non confirmée, dont le récepteur doit reconstituer la véracité, et un court-circuit du canal du journaliste informateur et du « professionnel » de l'information. A noter le rôle fort de relais en direct de cette « micro-information », joué par la chaîne internationale Al Jazira.

### L'impact sur le métier de chercheur

Dans leurs soucis d'interrogation et d'interprétation des faits sociaux, entre l'analyse scientifique qui nécessite un recul, et l'urgence de l'implication au présent, les sciences sociales sont fortement interpellées par ces événements. Une tradition en ce sens existe à l'IRMC, qui a déjà produit des recherches et des réflexions sur la question



© Zohra Bensemra - Reuters

étudiante, sur les reconfigurations religieuses, les migrations précaires ou clandestines, la crise du travail et de l'emploi, mais aussi sur le développement local et les révoltes ouvrières du bassin minier de Gafsa, puis sur les démocraties autoritaires.

Cette « révolution des esprits » est susceptible auprès des étudiants et chercheurs sur le Maghreb puis le monde arabe et musulman, de renouveler les sujets de recherche objets d'articles, mémoires ou thèses sur des thèmes tels que la transition politique, les notions de revanche sociale, de rumeur, la question des suicides par immolation. Autres thèmes : les solidarités ; les jeunes et le changement social ; Internet et les nouveaux modes de communication ; les révoltes populaires régionales ; les rapports de force entre l'Armée, l'État et la police ; les compromis politiques et le jeu des partis dans les gouvernements de transition ; les relations du social, du politique et du religieux.

Ces événements, au cours desquels les médias ont beaucoup sollicité les chercheurs, interrogent la relation, parfois source de malentendus, entre le journaliste et le chercheur, entre le temps circonscrit de l'événement et le temps long et cohérent de l'histoire.

Ils questionnent aussi les frontières disciplinaires internes aux SHS. Par exemple ils ne sont pas perçus de la même manière par les sociologues, juristes ou politologues qui souhaitent les analyser « à chaud », alors que les historiens prendront plus de recul sur les traces de ce qui est advenu ou sur les leçons du passé. Tout en respectant ces frontières, ces nouvelles recherches gagneront à être abordées dans une perspective comparative entre pays du Maghreb, ou avec l'Égypte. Cette confrontation des expériences internationales avec le vécu de la révolution tunisienne, devrait contribuer à un dialogue approfondi et à un renforcement de la coopération au sein de la communauté des chercheurs en sciences sociales.

Pierre-Noël DENIEUIL

Sociologue, IRMC, Tunis